

[Accueil](#) > Étude de cas n° 1 – droit de la famille - divorce - Lituanie

## Étude de cas n° 1 – droit de la famille - divorce - Lituanie

### Frais en Lituanie

#### Frais afférents aux instances, aux appels et autres modes de résolution des litiges

Étude de cas	Frais d'instance initiaux	Frais d'acte	Autres frais
Cas A	Les époux qui introduisent une demande de dissolution du mariage par consentement mutuel sont exemptés des frais officiels lorsque l'affaire est entendue par une juridiction.	Les participants à une procédure paient 10 litas pour une copie d'un document de procédure et 1 litas pour chaque page.	Le tribunal impute le paiement des frais de justice encourus par la partie gagnante à la partie adverse, même si cette dernière est exemptée du paiement des frais de justice qui sont supportés par le budget de l'État.
Cas B	Les personnes physiques ou morales ressortissantes d'autres États sont soumises aux mêmes conditions d'exemption, de réduction, de report et d'étalement des paiements que les citoyens lituaniens.	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale
Étude de cas	Appels	Frais d'acte	Autres frais
Cas A	Frais d'instance initiaux  Les époux qui introduisent une demande de dissolution du mariage par consentement mutuel sont exemptés des frais officiels lorsque l'affaire est entendue par une juridiction.	Les participants à une procédure paient 10 litas pour une copie d'un document de procédure et 1 litas pour chaque page	La cour ou le tribunal impute le paiement des frais de justice encourus par la partie gagnante à la partie adverse, même si cette dernière est exemptée du paiement des frais de justice qui sont supportés par le budget de l'État.
Cas B	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale
Étude de cas	Modes alternatifs de résolution des conflits		Frais
Cas A	Ce type d'affaire s'y prête-t-il?  Oui, après qu'une audience préliminaire a permis d'identifier l'essence du litige, la juridiction offre aux deux parties la possibilité de trouver un accord de compromis mutuellement acceptable et de régler ainsi l'affaire à l'amiable.		Gratuit

Étude de cas	Modes alternatifs de résolution des conflits	
Cas B	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale

### Frais d'avocats, d'huissiers et d'experts

Étude de cas	Avocat	
	La représentation est-elle obligatoire?	Coût moyen
Cas A	La représentation par un avocat n'est pas obligatoire	Voir la section sur la réglementation des honoraires des professions juridiques ci-dessus
Cas B	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale

Étude de cas	Huissier de justice	
	Le recours à l'huissier est-il obligatoire?	Frais antérieurs à la décision de justice
		Frais postérieurs à la décision de justice
		Régis par les instructions sur l'exécution des décisions. Les frais sont à recouvrer auprès du débiteur.
		Le montant dépend du type d'exécution et du montant des actions d'exécution – les coûts peuvent être fixes, 60 litas par heure ou un pourcentage de la valeur des éléments concernés.
Cas A	Non	Non. Les huissiers n'interviennent qu'après l'émission de titres exécutoires.
Cas B	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale

Étude de cas	Expert	
	Le recours à l'expert est-il obligatoire?	Coût
		Une caution d'un montant fixé par la juridiction doit être payée par la partie qui demande l'expertise. Le gouvernement ou une institution autorisée définit les dépenses maximales. La cour ou le tribunal impute le paiement des frais de justice encourus par la partie gagnante à la partie adverse, même si cette dernière est exemptée du paiement des frais de justice qui sont supportés par le budget de l'État/.
Cas A	La cour ou le tribunal peut désigner un expert ou demander une expertise pour des questions qui nécessitent des connaissances spéciales en sciences, en médecine, en art, en ingénierie ou en artisanat, suivant l'avis des parties à la procédure.	
Cas B	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale

## Frais d'indemnisation de témoins, gage ou caution et autres frais

Étude de cas	Indemnisation de témoins		Gage ou caution		Autres frais	
	Les témoins sont-ils indemnisés?	Coût	Ce dispositif existe-t-il et quand y a-t-on recours?	Coût	Description	Coût
Cas A	Oui, les montants versés aux témoins sont ajoutés aux frais d'instance	Voir la section relative aux honoraires des experts ci-dessus.	Voir la section relative aux honoraires des experts ci-dessus.	La juridiction doit tenir compte de la situation matérielle de la partie qui doit supporter ces coûts. Le montant dépend de la nature de l'action procédurale et ne peut pas dépasser 100 000 litas.	Les autres frais comprennent: 1) l'inspection d'un lieu; 2) la perquisition du défendeur; 3) la notification de documents de procédure; 4) l'exécution de la décision judiciaire; 5) le remboursement du travail du curateur; 6) les autres frais nécessaires et raisonnables	Voir la section relative aux honoraires des experts ci-dessus. Les dépenses relatives à la perquisition du défendeur doivent être imputées à la partie qui l'a réclamée ou à la juridiction. Voir la section relative aux honoraires des huissiers. Un tuteur a le droit de recevoir une rémunération pour représentation, conformément aux tarifs et à la procédure définis par le gouvernement ou son institution autorisée. Les frais de représentation sont supportés par la partie à l'initiative de laquelle le tuteur est désigné et qui doit payer à l'avance ses frais de représentation
Cas B	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale

## Coût de l'aide juridictionnelle et autres remboursements

Étude de cas	Aide juridictionnelle	Quand l'aide est-elle totale?	Conditions?
	Où et dans quelles conditions est-elle applicable?		

Étude  
de cas Aide juridictionnelle

			Les personnes qui souhaitent bénéficier de l'aide juridictionnelle primaire peuvent en faire la demande auprès de l'institution exécutive d'une municipalité, en fonction du lieu de résidence déclaré.
	L'aide primaire peut être réclamée comme indiqué dans la section relative à l'aide juridictionnelle ci-dessus.	L'État garantit 100 % des coûts liés à l'aide juridictionnelle primaire.	
	L'aide secondaire peut être accordée dans les conditions définies dans la section relative à l'aide juridictionnelle ci-dessus.	Les coûts de l'aide juridictionnelle secondaire tiennent compte du patrimoine et des revenus de la personne (voir la section relative à l'aide juridictionnelle ci-dessus)	Les personnes qui souhaitent bénéficier de l'aide juridictionnelle secondaire doivent en faire la demande, accompagnée des pièces justifiant la demande et attestant l'éligibilité à l'aide juridictionnelle secondaire.
Cas A	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale

Étude  
de cas Remboursement

La partie gagnante peut-elle obtenir le remboursement des frais de procédure?	Si le remboursement n'est pas total, quel en est le pourcentage en général?	Quels frais ne sont jamais remboursés?	Existe-t-il des cas dans lesquels l'aide juridictionnelle devrait être remboursée à l'organisme qui l'a apportée?
---	---	--	---

Étude  
de cas Remboursement

Lorsque la fourniture de l'aide juridictionnelle secondaire prend fin pour les raisons visées à l'article 23, paragraphe 1, points 1, 2 et 6, de la loi. Les coûts peuvent être recouverts auprès de la personne à qui l'aide a été accordée conformément à la procédure définie par la loi.  
Lorsque des prestations d'assurance sont versées après paiement des frais, les coûts de l'aide juridictionnelle secondaire doivent être reversés au budget de l'État dans un délai d'un mois à compter du paiement des prestations de l'assurance, conformément à la procédure définie par le ministre de la justice. Si une personne ne reverse pas ces coûts, ils doivent être recouverts selon la procédure légale.

Lorsque l'aide juridictionnelle secondaire a été accordée (article 12, point 6, de la loi), mais que les circonstances changent (article 11, paragraphe 2, point 1), la personne doit rembourser le montant de l'aide juridictionnelle secondaire à l'État, dans les délais impartis par le service compétent. Si elle ne le fait pas, les frais seront recouverts selon la procédure légale applicable.

Lorsqu'une aide juridictionnelle secondaire de 50 % est fournie et qu'un demandeur ne paie pas sa part de 50 % des frais de la procédure civile ou administrative dans les délais impartis, l'affaire peut se terminer sans que le juge ne se prononce sur le bien-fondé de l'affaire, et le demandeur doit rembourser les coûts de l'aide juridictionnelle secondaire dans les délais impartis par le service compétent. L'État sera représenté par le service de l'aide juridictionnelle.

	Les parties qui divorcent par consentement mutuel sont dispensées des frais d'instance.		Les frais de l'aide juridictionnelle garantie par l'État et ceux encourus par le débiteur dans le cadre de l'exécution.	
Cas A				
Cas B	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale

Frais de traduction et d'interprétation

Étude de cas	Traduction	Interprétation	Autres frais propres aux litiges transfrontaliers?
--------------	------------	----------------	--

Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Quand et à quelles conditions est-elle nécessaire?	Coût approximatif?	Coût Description approximatif?
Tous les documents de procédure et leurs annexes doivent être soumis à la juridiction dans la langue officielle de l'État.	Une partie dont les documents de procédure doivent être traduits dans une langue étrangère, doit payer à l'avance une caution pour un montant défini par la cour ou le tribunal afin de couvrir les frais d'instance. Si les deux parties présentent de telles demandes, elles verseront la caution à parts égales.	Les personnes qui ne parlent pas la langue officielle se voient garantir le droit à des services d'interprétation/traduction durant la procédure.		La cour ou le tribunal doit payer les traducteurs/interprètes sur les fonds du budget de l'État.
Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale	Idem que dans la situation nationale		Idem que dans la situation nationale

■ Dernière mise à jour: 01/05/2010

Les versions nationales de cette page sont gérées par les États membres correspondants, dans la/les langue(s) du pays. Les traductions ont été effectuées par les services de la Commission européenne. Il est possible que l'autorité nationale compétente ait introduit depuis des changements dans la version originale, qui n'ont pas encore été répercutés dans les traductions. La Commission européenne décline toute responsabilité quant aux informations ou données contenues ou visées dans le présent document. Veuillez vous reporter à l'avis juridique pour connaître les règles en matière de droit d'auteur applicables dans l'État membre responsable de cette page.